

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

UN LIBRARY

JAN 25 1983



Distr.
GENERALE

T/PET.10/222
19 janvier 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION EMANANT DE M. JONATHAN M. BULTEDAEB, NGIWAL, PALAOS,
CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

(Distribuée conformément au paragraphe 1 de l'article 85
du Règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Ngiwal Elementary School
Ngiwal State, Republic of Palau
Western Caroline Islands, 96940

Le 7 janvier 1983

Monsieur le Secrétaire,

Je suis instituteur à l'école élémentaire de Ngiwal dans l'Etat de Ngiwal situé sur l'île de Babelthaup, (République de Palaos). En ma qualité d'enseignant, je prépare depuis 16 ans notre jeune génération pour l'avenir. A mon sens, le fait d'être doté d'une main-d'oeuvre compétente sera la seule façon d'assurer notre indépendance. Toutefois, j'ai été déçu d'apprendre, en lisant les dispositions de l'Accord de libre association, qu'une immense base militaire américaine était envisagée aux Palaos. Le référendum, qui doit avoir lieu le 11 janvier 1983, l/ nous permettra de nous prononcer.

Monsieur le Secrétaire du
Conseil de tutelle
Organisation des Nations Unies
New York, NY 10017

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer certaines de mes vues au sujet des conséquences de la présence d'une immense base militaire des Etats-Unis aux Palaos. Il nous sera difficile de trancher lors du référendum en 1983.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir de mon pays, je ne peux que m'opposer à l'implantation d'une base militaire du fait qu'elle détruirait les ressources animales et végétales particulières aux îles et à leurs récifs qui sont à présent indispensables à notre économie de subsistance. Comme par le passé, la population est encore largement tributaire pour son alimentation de base de ce patrimoine vivant plutôt que des produits commerciaux. Nous ne voulons pas que nos plantations de taro disparaissent ou que les zones de pêche autour des récifs soient anéanties. Ces ressources sont indispensables à notre vie quotidienne. Nous ne voulons pas non plus que notre territoire serve à enterrer des armes nucléaires dangereuses ainsi que des déchets qui pourraient détruire notre environnement biologique qu'il faut préserver pour nos besoins et des études à venir.

Deuxièmement, les Etats-Unis ne nous ont pas aidés comme ils l'auraient pu au cours des 37 années de leur administration à améliorer et à développer notre sécurité économique, de façon que nous puissions subvenir à nos propres besoins. Ils ont au contraire fait preuve de peu de bons sens en nous apprenant à dépenser de l'argent sans que nous en tirions grand profit. Nous avons adopté en même temps de nombreux aspects de leur culture qui est très étrangère à la nôtre. Il en résulte que la société des Palaos vit dans une atmosphère troublée, et pratiquement anarchique où la loi n'assure aucune protection contre les crimes, l'ivresse, l'abus des drogues, les assassinats, etc. Les Etats-Unis devraient nous aider à résoudre ces problèmes sociaux avant de se servir des îles pour y construire une base militaire.

L'idée d'une présence militaire aux Palaos me déplaît. Elle ne serait pas nécessairement à notre avantage, mais pourrait créer d'autres problèmes à moins que les Etats-Unis ne dépensent des millions de dollars pour assurer notre sécurité de façon à ce que nous devenions autonomes. Il est consternant de penser que le Gouvernement des Etats-Unis nous exploite parce que nous sommes un pays pauvre et sous-développé. La technique des Etats-Unis est d'essayer de nous persuader de monnayer notre précieux héritage.

La base militaire ne servirait que les intérêts des politiciens et des hommes d'affaires et non de la population. La plupart des politiciens dilapident actuellement nos deniers et les dépensent pour se rendre aux Etats-Unis et ailleurs

dans le monde. Ce sont eux qui font miroiter les avantages de l'implantation éventuelle d'une base militaire au Palaos car ils espèrent se remplir les poches et avoir ainsi beaucoup d'argent pour voyager et faire prospérer leurs propres affaires plutôt que celles de l'Etat.

Je vous remercie de votre attention.

VeUILLES agréer, etc.

(Signé) Jonathan M. BULTEDAQB

Ecole élémentaire de Ngiwal
Etat de Ngiwal, République
des Palaos

Note

1/ Le référendum doit maintenant avoir lieu le 10 février 1983.
